

GESTIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES

Sous cette dénomination inhabituelle se cache **une offre d'emploi de contractuel à la DGFIP !** Et oui, le statut c'est archaïque, un contrat privé c'est moderne. Voilà, si on vous le dit. Maintenant la modernité de la méthode est sans doute à trouver dans le niveau de rémunération car avec 1827 euros brut pour un catégorie A par exemple, c'est la grande braderie des rémunérations. Surtout sans perspective d'évolution. L'exploitation moderne des travailleurs made in Dgfi a de l'avenir. **C'était bien l'un des principaux buts de la Loi dite de Transformation de la Fonction Publique.** Passer outre le Statut et les garanties salariales qui lui sont attachées. Parmi les 329 emplois offerts bradés sur www.place-emploi-public.gouv.fr deux postes sont offerts au SRE, un à la DSFIPE et un poste catégorie C (mais niveau Bac...) aux services RH de la DRFIP 44 ! Pour justifier la mesure, le directeur du pôle transverse a argué de la situation du service (mais qui organise le sous-emploi ?) et surtout qu'un emploi PACTE recruté sur le dit poste avait fait faux bond à notre douce administration. Par contre aucune justification (à ce jour) pour le recrutement d'un contractuel catégorie C à la Division Stratégie.

S'il faut faire la part des choses entre les instructions de Bercy et les desiderata des directions locales, ce glissement doit raisonner comme un signal d'alerte inquiétant.

AUDITION 44

Non, nous ne parlons pas d'un radio crochet, mais de l'audition de deux géomètres, avec des représentants CGT, par l'Inspection du Travail le premier septembre dernier. Cette démarche peu commune dans la Fonction Publique vient au bout d'un long travail en CHSCT au sujet des mutations professionnelles subies par les géomètres du Cadastre dans notre département. En effet, la direction locale s'est voulue « innovante » et a « anticipé » les éventuelles mutations des missions foncières, avec pour principal résultat de mettre en difficulté nos collègues. L'enquête de l'Inspection du Travail dira si oui ou non une expertise agréée extérieure à la Direction est nécessaire au vu de la situation.

PETIT GUIDE

L'association ATTAC sort un [petit guide pour comprendre et combattre les multinationales.](#)

Les multinationales ont un pouvoir disproportionné et dangereux : elles exploitent les travailleurs-euses, détruisent les ressources naturelles, font tout pour nous vendre toujours plus de produits et atteignent un niveau

de contrôle sur nos vies qui devient dramatique. Elles sont les grandes gagnantes du libre-échange, qui leur permet de mettre les pays en concurrence pour peser lourdement sur les normes sociales, fiscales et écologiques.

Leur toute-puissance et leur impunité alimentent une colère populaire et un sentiment d'injustice sociale, fiscale, écologique qui se sont notamment dirigés vers Emmanuel Macron et son gouvernement via le mouvement des gilets jaunes et les marches pour le climat.

Cette impunité n'est pas une fatalité et il est urgent d'y mettre un terme en faisant primer les droits humains et de la nature sur les profits. Mais il n'y aura pas de changement profond de politique sans bouleversement du rapport de forces.

PLAN DE RELANCE :
"DES CADEAUX AVEUGLES AU CAPITAL"



MASQUÉS MAIS PAS MUSELÉS

Des devis sont en cours au niveau national pour des commandes de masques en tissus avec un logo inter syndical et des messages afin de permettre aux agents d'exprimer leur refus des réformes de l'action publique ». Un moyen d'action parmi d'autres à l'heure où la casse du NRP repart de plus belle dans un silence assourdissant. [RDV le 17 septembre !](#)

COVID DE BUREAU

La crise sanitaire en cours devrait fortement interroger certains choix en matière de politique immobilière et de restructurations. Un important travail bâtiminaire, de revue des locaux au regard de la distanciation physique doit être entrepris. Il est plus que temps, de mettre fin à l'empilement des agents dans des superficies trop réduites et d'en finir enfin avec l'organisation en open space dans la politique immobilière de l'État. Dans ce cadre la mise en place précipitée des SGC avec un entassement des agents de plusieurs trésoreries sur un même bâtiment pose fortement question, que ce soit à Pontchâteau ou Nort sur Erdre.

